

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

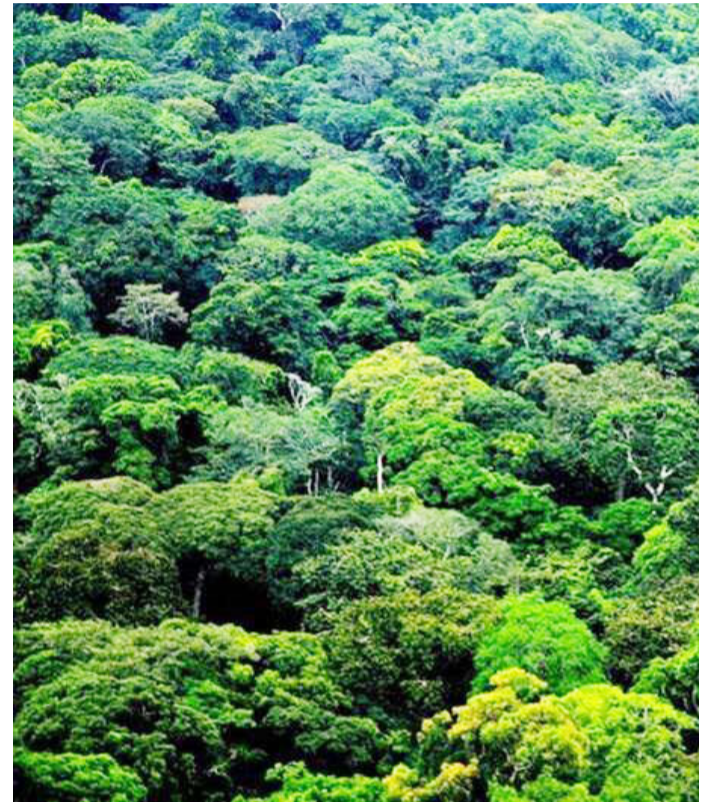
300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3583 - MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2019

SOMMET ACTION CLIMAT

Plaidoyer pour la préservation de l'écosystème forestier congolais



La forêt doit être sauvegardée

Prenant part lundi à New York au sommet Action climat destiné à endiguer la crise climatique, le chef de l'Etat congolais, dans son intervention, a relevé l'importance de préserver l'écosystème du Bassin du Congo où les

forêts congolaises couvrent, à elles seules, une superficie de 154 millions d'hectares, soit plus de 60% de ce grand massif forestier. Félix Tshisekedi, qui parlait au nom de l'Afrique centrale, a plaidé pour des finance-

ments requis. Il est inconcevable, a-t-il dit, que les forêts les mieux conservées au monde ne captent que 1% du financement disponible.

Page 3

KONGO CENTRAL

Atou Matubuana sauvé de poursuites judiciaires

La majorité de députés provinciaux réunis en séance plénière, hier, a voté contre l'autorisation de poursuivre le gouverneur, sollicité par le procureur général près la Cour de cassation dans l'affaire du scandale sexuel impliquant son adjoint, Justin Luemba, et son ancienne assistante, Mimi Muyita.

Sur un total de quarante députés provinciaux présents à la plénière, vingt et un ont voté contre les poursuites à son encontre. Au regard de ce vote, Atou Matubuana ne sera donc pas, pour le moment, poursuivi par cette juridiction en ce qui concerne ce scandale sexuel ayant fait récemment le buzz sur la toile.

Page 3



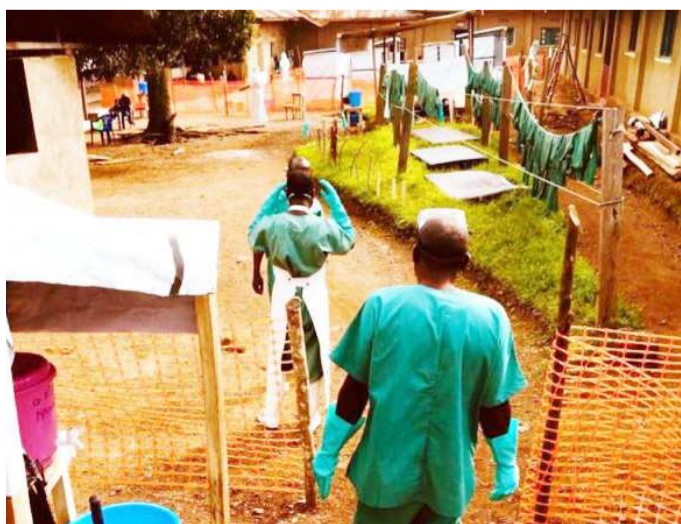
RIPOSTE CONTRE EBOLA

Une formation sur les bonnes pratiques liées au deuxième vaccin

La République démocratique du Congo va introduire, d'ici à mi-octobre, le deuxième vaccin pour combattre l'actuelle épidémie qui sévit dans sa partie est. Avant d'en arriver là, il se tient, du 23 au 28 septembre à Goma, au Nord-Kivu, un stage de formation des formateurs commis à cette tâche.

Vingt-cinq personnes parmi lesquelles les médecins, les épidémiologistes, les cliniciens et les pharmaciens prennent part à la formation. Elle a été ouverte par le coordonnateur de la gestion des informations de la riposte à l'épidémie à la maladie à virus Ebola, représentant le secrétariat technique, Mathias Mossoko.

Page 4



Un centre d'isolement des malades d'Ebola à Mangina

PACIFICATION DE L'EST DE LA RDC

Félix Tshisekedi annonce une offensive contre les ADF

Le président de la République a récemment fait part, dans une interview accordée à la presse internationale, du lancement prochain d'une grande offensive de l'armée congolaise contre les milices actives dans la région. Les principales cibles de l'action militaire à venir sont les rebelles ougandais des ADF (Allied democratic forces, en français Forces démocratiques alliées), auteurs de plusieurs exactions dans la province du Nord-Kivu.

Pour mener à bien cette bataille, le chef de l'Etat compte sur une armée congolaise remobilisée et prête à relever des nouveaux défis. Une armée qui, note-t-il, a été victime de quelques exagérations.

Page 2

ÉDITORIAL

Echec !

Que le sommet sur le climat organisé à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, n'ait débouché sur aucun accord sérieux qui permettrait de lutter contre le dérèglement climatique n'a rien de surprenant. Dès lors, en effet, que de grandes nations industrielles comme les Etats-Unis, la Chine ou la Russie n'inscrivent pas la question environnementale en bonne place dans leurs priorités, l'on voit mal comment la communauté mondiale pourrait s'entendre sur l'essentiel, à savoir la réduction des gaz à effet de serre qui, à échéance de trente ou quarante ans, élèveront de 5 à 7 degrés la température avec toutes les conséquences dramatiques que cela aura.

La question qui se pose, au lendemain du sommet de New York, est donc celle de savoir comment cette même espèce va s'y prendre maintenant pour obliger enfin les grandes puissances à reconnaître leurs responsabilités dans le désastre qui se prépare et donc à mobiliser les gigantesques moyens dont elles disposent pour lutter contre le mal. Même si les propos pour le moins musclés que la jeune Greta Thunberg a tenus sans le moindre complexe lors de ce sommet n'ont probablement pas été entendus par ceux auxquels ils s'adressaient, ils ont ouvert une voie qui pourrait bien être la bonne : celle de la mobilisation de la masse humaine et non plus des gouvernements contre le dérèglement climatique.

Si, en effet, des centaines de millions, voire même des milliards d'hommes et de femmes descendent pacifiquement dans la rue sur les cinq continents que compte la planète afin d'exiger de leurs dirigeants qu'ils agissent enfin sérieusement pour protéger la nature, la donne changerait très vite et de façon radicale sur la scène mondiale. Rendue possible par les techniques modernes de communication qui ont permis ces dix dernières années l'explosion planétaire des réseaux sociaux, une telle mobilisation contraindrait les Etats à cesser de déblatérer pour agir.

Certains diront qu'un tel propos est irréaliste. Mais ce sont bien des mobilisations populaires de grande envergure qui ont provoqué, au cours des deux derniers siècles, les révolutions sociales dont sont issues les sociétés modernes. Pourquoi donc ce qui s'est produit hier à l'échelle des nations ne se produirait-il pas maintenant à l'échelle des continents ?

Le Courrier de Kinshasa

PACIFICATION DE L'EST DE LA RDC

Félix Tshisekedi annonce une offensive contre les ADF

Le président de la République a récemment fait part, dans une interview accordée à la presse internationale, du lancement prochain d'une grande offensive de l'armée congolaise contre les milices actives dans la région.

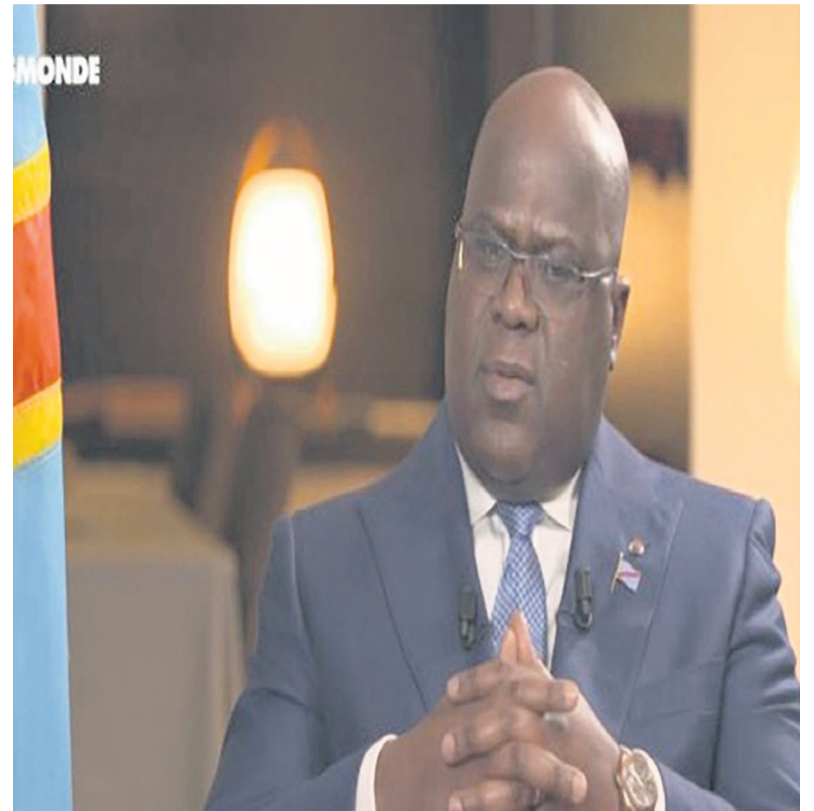
Les principales cibles de l'action militaire à venir sont les rebelles ougandais des ADF (Allied democratic forces, en français Forces démocratiques alliées), auteurs de plusieurs exactions dans la province du Nord-Kivu.

« Ma priorité est de rétablir la paix dans cette région, autrefois appelée le grenier de la République, et aujourd'hui devenue un enfer. Je ne peux pas me sentir chef de l'Etat et accepter une telle situation », a dit, d'un ton déterminé, Félix Tshisekedi.

Pour mener à bien cette bataille, le chef de l'Etat compte sur une armée congolaise remobilisée et prête à relever des nouveaux défis. Une armée qui, note-t-il, a été victime de quelques exagérations. « Il s'agit de nettoyer définitivement cette zone (Beni) des ADF et de mettre un terme aux tueries » afin de « rétablir la sécurité pour la population et permettre aux acteurs de la lutte contre Ebola de travailler », a souligné le président de la République.

Le rétablissement de la sécurité dans le territoire de Beni, rappelons-le, était l'une des grandes promesses de Félix Tshisekedi à la population locale lors de la campagne électorale.

Le président de la République compte également sur l'appui de la Monusco dont le mandat en République démocratique du Congo (RDC) sera certainement renouvelé. « Je suis favorable au maintien de la Monusco. Je l'ai, d'ailleurs, dit au secrétaire général de l'ONU qui m'a informé que cette mission resterait encore quelque temps. Nous en



Le président Félix Tshisekedi

avons besoin, surtout pour l'est du pays, en appui notamment logistique à nos forces de défense », a-t-il laissé entendre.

Dans le même ordre d'idées, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la paix à Beni, le 21 septembre, le chef du bureau local de la Monusco, Josiah Obat, a exhorté les groupes armés (ADF et Mai-Mai) actifs sur ce terrain à déposer les armes. « C'est l'occasion pour nous d'appeler les groupes armés qui continuent de s'entêter à rester en brousse à déposer les armes et à prendre le chemin de la vie civile. Leur avenir et celui de leurs enfants en dépendent », a-t-il dit.

En outre, dans sa quête de la paix, Félix Tshisekedi n'exclut pas de mener des opérations conjointes avec le Rwanda, l'Ouganda ou le Burundi. Il assure avoir eu des entretiens à ce sujet avec ses homologues des trois pays concernés.

« Au début de mon mandat, je me suis entretenu avec mes homologues du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi pour discuter de la lutte contre les groupes armés à l'est de la RDC. Si je suis favorable à des opérations conjointes, il n'est pas question d'accorder des droits de poursuite sur notre territoire », a-t-il précisé.

Jeannot Kayuba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SOMMET ACTION CLIMAT

Félix Tshisekedi plaide pour la préservation de l'écosystème forestier congolais

Prenant part lundi à New York lors des assises destinées à endiguer la crise climatique, le chef de l'Etat congolais a relevé, dans son intervention, l'importance de préserver les forêts congolaises vue l'étendue de ses tourbières, tout en faisant appel à des financements requis.

Le président de la République séjourne à New York, aux Etats-Unis, dans le cadre de la 74e session annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies. Il a fait entendre, le 23 septembre, la voix de l'Afrique, ou mieux, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale au sommet Action climat initié par le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, en marge de l'Assemblée générale. La préservation de l'écosystème du massif forestier du Bassin du Congo était au centre de son intervention, montrant au monde l'importance de cette aire géologique afin de susciter des appuis à l'échelle internationale. Les forêts congolaises



Forêt du bassin du Congo

s'étendent à elles seules sur une superficie de 154 millions d'hectares couvrant plus de 60% des forêts du Bassin du Congo. Elles méritent, a dit Félix Tshisekedi, une attention soutenue de la part des partenaires extérieurs. Leur disparition, a-t-il prévenu, peut aller jusqu'à provoquer une déstabilisation écologique mondiale et, par ricochet, emporter 52% d'eaux douces d'Afrique.

« Des récentes études ont montré que les tourbières dans la forêt de mon pays s'étendent

sur 145 500 km² et stockent quelque trente milliards de tonnes de carbone. Cette étendue de carbone est l'équivalent de trois ans d'émissions de combustibles fossiles dans le monde. Ce qui fait des tourbières du Congo le complexe des tourbières tropicales le plus étendu de la planète », a indiqué le chef de l'Etat congolais. Pour lui, ces forêts constituent une part importante de la réponse au grand défi du réchauffement climatique qui menace la planète. Et s'agissant de son

pays, Félix Tshisekedi entend accroître significativement les aires protégées, y compris certains cours d'eau, sur l'ensemble du territoire afin de renforcer la préservation de la biodiversité. Il a aussi exhorté les partenaires extérieurs à soutenir effectivement son gouvernement dans ses efforts pour la préservation de l'écosystème de la forêt du Congo. « Il est inconcevable que les forêts les mieux conservées au monde ne captent qu'1% du financement disponible », s'est-il alarmé.

Réagissant positivement à ce discours, les responsables de Greenpeace Afrique ont néanmoins exhorté Félix Tshisekedi à matérialiser ses bonnes intentions dans le sens d'interdire toute exploitation industrielle et forestière illégale dans la forêt du Bassin du Congo dont la République démocratique du Congo occupe plus de la moitié. « Le nouveau gouvernement doit immédiatement annuler toute nouvelle activité industrielle dans la forêt pluviale et mettre fin à l'exploitation forestière illégale qui y est généralisée. Il doit, en outre, reconnaître que la clé de la véritable protection des forêts et du développement national repose sur les communautés forestières - et non sur les industries internationales d'exploitation », a déclaré Irène Wabiwa Betoko, directrice principale de la campagne forestière à Greenpeace Afrique.

Alain Diasso

KONGO CENTRAL

Atou Matubuana sauvé de poursuites judiciaires

La majorité de députés provinciaux réunis en séance plénière, le 24 septembre, a voté contre l'autorisation de poursuites du gouverneur provincial, dans l'affaire du scandale qui défraie la chronique telle que sollicité par le procureur général près la Cour de cassation.

Le gouverneur de la province du Kongo central échappe, pour l'instant, aux poursuites judiciaires dans l'affaire du scandale sexuel impliquant son adjoint, Justin Luemba, et son ancienne assistante, Mimi Muyita. L'Assemblée provinciale, réunie en session extraordinaire depuis le 23 septembre, a voté, mercredi, contre l'autorisation des poursuites judiciaires sollicitée par le procureur général près la Cour de cassation.

Sur un total de quarante députés provinciaux présents à la plénière, vingt et un ont voté contre ces poursuites à son encontre. Au regard de ce vote, Atou Matubuana ne sera donc pas, pour le moment, poursuivi par cette juridiction en ce qui concerne ce scandale sexuel.

Une délégation du FCC à Matadi

Alors que le procureur général près la Cour de cassation avait requis l'autorisation de l'Assemblée provinciale pour le pour-

suivre, sa plate-forme politique, le Front commun pour le Congo (FCC) a mandaté une mission en vue de suivre de près ce dossier. Sur place, des personnalités originaires de cette province, convoitant également ce poste, ont commencé à mener une pseudo-campagne électorale, pour la succession d'Atou Matubuana.

La première étape franchie, le gouverneur est maintenant face à sa plate-forme politique, le FCC, qui lui avait retiré sa confiance. Suspendu par le ministre national par intérim en charge de l'Intérieur à l'époque des faits, Atou Matubuana doit également attendre sa réhabilitation avant de reprendre ses fonctions à la tête du Kongo central. En effet l'intérim avait été confié au ministre provincial en charge de l'Intérieur.

Atou Matubuana et son adjoint Justin Luemba avaient été suspendus, rappelons-le, par le ministre par intérim de l'Intérieur après le scandale sexuel survenu dans la maison de passage du gouvernorat de province. Dans plusieurs séquences vidéo rendues publiques sur les réseaux sociaux, on entendait la voix de l'assistante du gouverneur, Mimi Muyita, accusant le vice-gouverneur que l'on voyait complète-



Le gouverneur Atou Matubuana

ment nu, d'avoir tenté de la violer. En plus de la policière qui avait immobilisé le vice-gouverneur, étaient également visibles dans ces vidéos le responsable provincial de l'Agence nationale de renseignements, le chauffeur de Justin Luemba ainsi que d'autres personnes présentes en ces lieux de scène.

Après enquête, la Cour de cassation, sur la base des éléments recueillis, a accusé Atou Matubuana, dont les proches ont filmé et diffusé ces vidéos sur les

réseaux sociaux, d'avoir utilisé son assistante pour piéger son adjoint, Justin Luemba. Le procureur général près cette cour avait qualifié les faits à sa charge de constitutifs de l'infraction d'outrage public aux bonnes mœurs. Il avait ainsi adressé un réquisitoire au bureau de l'Assemblée provinciale du Kongo central, sollicitant la permission de mener des poursuites contre Atou Matubuana.

Des sources concordantes affirment, par ailleurs, que la

pièce maîtresse de cette affaire, l'ex-assistante d'Atou Matubuana, Mimi Miyita, révoquée après ce scandale, se trouverait déjà au Canada où elle possède la nationalité. Ayant bénéficié d'un repos médical, elle a transité au Congo-Brazzaville, où elle avait été arrêtée avec un passeport canadien. Alors que la justice congolaise attendait l'entendre sur ce scandale sexuel, son autre nationalité a prévalu.

Lucien Dianzenza

SALUBRITÉ

Le bourgmestre de Matete veut la réussite de l'opération «Kin bopeto»

La nouvelle autorité municipale a tenu une réunion stratégique réunissant autour d'elle toutes les forces vives de sa municipalité. Elle les a sensibilisées à l'appropriation de l'initiative du gouverneur de la ville de Kinshasa qui va démarrer ce week-end.

Antho Longange a tenu, le 24 septembre dans la salle polyvalente de la maison communale, une réunion stratégique visant à assurer la réussite du lancement de l'opération Kin bopeto, le 28 septembre, sous le patronage du gouverneur de la ville, Gentiny Ngobila Mbaka. Il a échangé avec toutes les forces vives de la commune, à savoir les chefs de quartier, les ligues de jeunes de certains partis politiques, les représentants des églises de réveil, des associations des sportifs de Matete et des membres du Comité local de développement.

Saluant la sensibilisation faite par le Comité communal de développement pour que les marchands libèrent la chaus-



Le bourgmestre Antho Longange entretenant les forces vives de Matete/Photo CLDM

sée sans qu'il y ait des casses, le bourgmestre a insisté sur l'implication de la population qui devra accompagner l'assainissement de la ville-capitale. Antho Longange a voulu notamment responsabiliser

les chefs de quartier dans l'exercice de leurs tâches. « Aux grands maux, des grands remèdes. Une sensibilisation à outrance doit-être de mise; par des banderoles, des motocyclistes et les radios

communautaires du marché de Matete doivent servir des canaux pour ce faire », a souligné le bourgmestre.

Dans les perspectives, il a préconisé le déroulement de cette opération chaque se-

maine de 8 à 11h. Ce qui accompagnera la volonté de l'autorité urbaine, Gentiny Ngobila, qui recommande un «salongo» spécial chaque dernier samedi du mois. Notant que cette action doit-être bénévole, le maire espère voir un effet boule de neige se produire autour de la sensibilisation du concept «Kin bopeto», qui doit-être un état d'esprit. « L'assainissement, c'est l'affaire de tous », a-t-il insisté.

Rappelons que dès sa prise de fonctions à la tête de Matete suite de la permutation et les nominations faites dernièrement par le gouverneur de la ville, Antho Longange s'est lancé dans le débouchage des caniveaux aux alentours de la maison communale. Cette opération a été étendue dans la continuité de ces canalisations en vue de faciliter l'écoulement des eaux et éviter des inondations en ce temps de pluies qui s'annonce.

Lucien Dianzenza

RIPOSTE CONTRE EBOLA

Une formation sur les bonnes pratiques liées au deuxième vaccin

La République démocratique du Congo va introduire, en mi-octobre, le deuxième vaccin pour combattre l'actuelle épidémie qui sévit dans sa partie est. Avant d'en arriver là, il se tient, du 23 au 28 septembre à Goma, au Nord-Kivu, un stage de formation des formateurs commis à cette tâche.

Vingt-cinq personnes parmi lesquelles les médecins, les épidémiologistes, les cliniciens et les pharmaciens prennent part à la formation. Elle a été ouverte par le coordonnateur de la gestion des informations de la riposte à l'épidémie à la maladie à virus Ebola, représentant le secrétariat technique, Mathias Mossoko. Plusieurs présentations sur différentes thématiques sont faites, entre autres, la maladie à virus Ebola; les responsabilités de l'INRB pour le système d'AQ; vaccins de l'étude (stockage, management, chaîne de froid et comptabilité); l'inclusion et le suivi des femmes enceintes; l'engagement communautaire et le consentement éclairé. Cette formation bénéficie

de l'expertise des Maliens de CVD sur la transmission des notions sur les bonnes pratiques cliniques. Elle vise à donner aux participants les normes applicables à la conception, la conduite, la surveillance et l'arrêt des études, leur apprendre les activités d'audit, d'analyse, de compte rendu et de documentation avec la garantie que ces études s'appuient sur des principes scientifiques et éthiques solides. Elle vise également à initier les participants à la documentation correcte des propriétés cliniques du vaccin expérimenté ou évalué. Le coordonnateur de la gestion des informations de la riposte a appelé les participants à l'assiduité afin de faire preuve de meilleurs acteurs pour la mise en œuvre des bonnes pratiques dans le cadre de ce deuxième vaccin.

Pour sa part, le président de la commission vaccination, Stéphane Hans, a déclaré que cette formation de cinq jours annonce le lancement



La vaccination prévient Ebola

prochain du deuxième vaccin qui interviendra d'un moment à l'autre dans les zones de santé qui seront ciblées. « Nous accueillons très positivement ce vaccin com-

plémentaire par rapport au premier. Il a l'avantage de prévenir toutes les souches du virus Ebola. Il est donc positif pour la population qui le recevra », a-t-il indi-

qué, tout en invitant toutes les communautés ciblées à s'approprier la prochaine vaccination, une fois lancée.

Blandine Lusimana

MIGRATION

Un mini-sommet à Malte pour résoudre l'impasse

La rencontre du 23 septembre, dans l'archipel du centre de la Méditerranée, a permis aux ministres de l'Intérieur de cinq pays de l'Union européenne (UE) de s'accorder sur un mécanisme de répartition automatique des migrants.

Les ministres de l'Intérieur allemand, français, italien, finlandais (en tant que président tournant de l'UE) et maltais ont élaboré un système qui permettra aux pays européens volontaires de se répartir de façon systématique les personnes secourues en mer, en particulier par les organisations non gouvernementales. Ce dispositif vise à mettre fin aux négociations au cas par cas à chaque sauvetage opéré en Méditerranée.

Le texte, qualifié de « base d'accord » et dont le contenu n'a pas été dévoilé en détail, sera soumis pour approbation à l'ensemble des pays de l'UE, lors d'un conseil européen « Affaires intérieures », au Luxembourg, le 8 octobre.

Ardemment réclamé par l'Italie, qui accuse ses partenaires de ne pas l'avoir soutenue face à la crise migratoire, le mécanisme de répartition se veut temporaire dans l'attente de la renégociation du règlement de Dublin, qui confie le traite-

ment des demandes d'asile au pays d'arrivée.

Cette règle est jugée injuste parce qu'elle fait reposer, pour de simples raisons géographiques, le fardeau de l'accueil sur l'Italie, la Grèce, l'Espagne ou Malte, principales portes d'entrée des migrants.

« Garantir à l'Italie ou à Malte, que leurs partenaires puissent rapidement prendre en charge les personnes débarquées et avoir une organisation plus solidaire et efficace »

Soutenu par plusieurs pays, à commencer par la France et l'Allemagne, et coordonné par la Commission européenne, le nouveau système doit « garantir à l'Italie ou à Malte, que leurs partenaires puissent rapidement prendre en charge les personnes débarquées et avoir une organisation plus soli-

daire et efficace », a déclaré, le 18 septembre, le président français, Emmanuel Macron, lors d'un déplacement à Rome. Paris et Rome, qui ont affirmé à cette occasion leur unité après des années de dissensions sur cet épineux dossier, défendront désormais au sein

de l'UE « une position commune pour que tous les pays participent d'une façon ou d'une autre » à l'accueil « ou bien soient pénalisés financièrement », a expliqué Emmanuel Macron.

Avec l'arrivée du nouveau gouvernement formé par le Parti démocrate (gauche) et le Mouvement «5 Etoiles»

(antisystème), l'Italie a assoupli sa politique migratoire après la série de mesures anti-migrants prises par l'ancien ministre de l'Intérieur, le souverainiste Matteo Salvini.

Rome a ainsi rouvert ses ports de sauvetage en mer. Au cours d'une réunion informelle en juin, à Paris, des ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, une quinzaine de pays avaient donné leur accord à la création d'un « mécanisme de solidarité européen », dont huit (France, Allemagne, Portugal, Luxembourg, Finlande, Lituanie, Croatie, Irlande) s'étaient dits prêts à y prendre part « de manière active ».

De sources médiatiques, la France et l'Allemagne accepteraient d'accueillir chacune 25% des migrants secourus tandis que l'Italie en accueillerait 10%.

Si l'on sait déjà que seuls les pays volontaires intégreront le nouveau système, et qu'il ne

concernera que les migrants arrivant par la mer, plusieurs interrogations subsistent. Il faudra savoir si la sélection entre les personnes éligibles au droit d'asile et les migrants dits « économiques », qui n'ont pas vocation à rester en Europe, sera effectuée dès l'arrivée à terre (comme le souhaite la France) ou dans le pays de destination.

Un autre point à éclaircir est la notion de port sûr « le plus proche », prévue par le droit maritime international. L'Italie plaide pour une « rotation » des ports d'accueil afin de soulager les pays du sud de l'Europe, mais la France se montre réticente à cette solution.

Depuis le début de l'année, seuls 13% des 67 000 migrants irréguliers arrivés en Europe ont débarqué en Italie ou à Malte, contre 57% en Grèce et 29% en Espagne.

Josiane Mambou Loukoulou

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE
DU 23 AU 29 SEPTEMBRE 2019

MARDI 24 SEPTEMBRE
18h30 : Ciné-club : La sirène de Faso Fani

MERCREDI 25 SEPTEMBRE
15h00 : Débat d'idées : « Les effets pervers de la loi de finance 2019 »
19h00 : Mercredi à la cafétéria : Embeudah Musik

JEUDI 26 SEPTEMBRE
15h00 : Rencontre littéraire : Les vœux du larynx

VENDREDI 27 SEPTEMBRE
18h00 : Restitution des formations du Programme Vivendi Create Joy / Universal Group

SAMEDI 28 SEPTEMBRE
14h00 : Festival : 3ème édition Mboté Hip Hop présenté par Juliette Fievet (Légendes Urbaines - RFI), KMF et Maxi Tenace. Avec Alesh, In-noss'B, Biz Ice, Makhalba Malechek, Key Kolos, Young Ace, A6, I DANCE et les gagnants tremplin 2019.

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur www.institutfrancais-congo.com

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE ODS CARRÉ COLLE CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE
Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux

OFFSET
Chemises à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

Chemin à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 05 9510773
+242 05 6291317
imp.br@adiac-congo.com

94, Avenue il Desir Sikaï Kinshasa
Brazzaville - République du Congo

SANTÉ PUBLIQUE

Mise en œuvre du Plan d'action mondial pour le bien-être de tous

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et onze organisations multilatérales qui fournissent collectivement un tiers de l'aide au développement en faveur du secteur ont procédé, le 24 septembre, à New York, au lancement du vaste programme.

Le Plan d'action mondial pour la santé et le bien-être de tous veillera à ce que les partenaires fournissent un appui plus rationalisé aux pays, afin de contribuer à la mise en place d'une Couverture sanitaire universelle (CSU) et à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) liés à la santé. Son lancement intervient après l'adoption, la veille, par les États membres de l'ONU, d'une déclaration politique sur la santé pour tous. Le texte n'est autre qu'un ensemble d'engagements en matière de santé jamais adopté à ce niveau.

En adoptant cette déclaration, les États membres de l'ONU se sont engagés à progresser vers la CSU en investissant dans quatre grands domaines liés aux soins de santé primaires. Il s'agit notamment de mécanismes visant à garantir que personne n'éprouve de difficultés financières pour avoir à payer soi-même les soins de santé et mettre en œuvre des interventions sanitaires à fort impact pour lutter contre les maladies et protéger la santé des femmes et des enfants.

« Cette déclaration représente un tournant pour la santé et le développement dans le monde », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. « Il reste onze ans pour que le monde atteigne ses Objectifs de développement durable. La couverture santé universelle est essentielle pour que cela se

produise », a-t-il indiqué, soulignant que cette couverture est « un choix politique ».

Un jour avant l'adoption de la déclaration, l'OMS et ses partenaires avaient lancé un appel sur la nécessité de doubler la couverture des soins de santé d'ici à 2030 et d'empêcher que près de cinq milliards de personnes soient privées de soins de santé.

Dans le cadre des nouvelles politiques visées en matière de santé pour tous, les pays ont été invités à renforcer les effectifs et les infrastructures en la matière ainsi que les capacités de gouvernance. Ils rendront compte de leurs progrès à l'Assemblée générale des Nations unies en 2023.

« Investir dans la santé pour tous, c'est investir dans l'humanité »

Pour le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Tijjani Muhammad-Bande, l'adoption de la déclaration politique est une « étape clé ». « Assurer la couverture sanitaire universelle améliorera les conditions des personnes les plus exclues et nous aidera à éliminer la pauvreté, à lutter contre les inégalités et à assurer la croissance », a-t-il écrit sur Twitter. Le 23 septembre, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a invité les États membres à investir dans la santé pour tous en vue de faire de ce « droit universel » une réalité en 2030, dernière année pour atteindre les ODD.

« Même lorsque des services de santé existent, ils sont souvent inadaptés pour répondre à l'étendue des souffrances humaines. Les conditions de santé mentale en particulier, négligées et stigmatisées depuis bien trop longtemps, sont un facteur d'angoisse indescriptible pour celles et ceux qui en souffrent et pour leurs proches. Cette injustice doit cesser », a-t-il souhaité. « Investir dans la santé pour toutes et tous, c'est investir dans l'humanité, et œuvrer pour le bien-être et la prospérité de chacun », a poursuivi Antonio Guterres.

L'appel du secrétaire général vient à point nommé, puisqu'aujourd'hui, près de la moitié des habitants de la planète n'ont pas accès à des soins de santé primaire. Et cela a des conséquences graves pour l'humanité tout entière. Chaque année, environ cent millions de personnes plongent dans la pauvreté à cause de dépenses de santé exorbitantes.

Adoptés en 2015 par les États membres de l'ONU, les ODD représentent une opportunité sans précédent d'agir sur les facteurs sociaux indispensables à la santé et au bien-être. Ces objectifs comprennent notamment la promotion de systèmes alimentaires durables, d'une alimentation équilibrée et de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement qui contribueront à prévenir des maladies.

Nestor N'Gampoula

La Nasa entend éradiquer le paludisme depuis l'espace

L'agence gouvernementale américaine tente l'expérience en Birmanie sur le virus Zika, chikungunya, paludisme, dengue... des maladies véhiculées par le moustique et qui sévissent dans certaines régions d'Asie du sud-est et en Afrique.



En Birmanie, la Nasa va expérimenter une nouvelle technique pour éradiquer le paludisme depuis l'espace grâce aux modélisations spatiales. Ses scientifiques, en partenariat avec des chercheurs de l'université américaine du Maryland, exploitent des données satellitaires regroupant divers facteurs environnementaux comme la température, l'humidité du sol, les précipitations et la couverture forestière. Ils les combinent ensuite avec des données socio économiques comme la densité de la population et le nombre de déplacements transfrontaliers.

L'objectif est d'identifier à l'avance les zones particulièrement sensibles au paludisme (ou malaria), pour que du personnel qualifié et des médicaments puissent être acheminés à temps afin de prévenir une éventuelle épidémie. L'expérimentation a débuté en 2017 et une forte corrélation a déjà été constatée entre le taux de déforestation et la maladie. Une théorie - qui reste à prouver - est que ces zones, comprenant souvent des exploitations forestières, des mines et des plantations, accueillent un nombre particulièrement important de travailleurs migrants ou saisonniers qui transportent avec eux de nouvelles souches du parasite.

Une maladie qui pourrait être enrayerée en l'espace d'une génération

Le nombre de décès dus au paludisme a chuté en Birmanie de trois mille neuf cents en 2010 à deux cent vingt en 2017, selon l'Organisation mondiale de la santé. Cette maladie connaît une baisse massive du nombre de cas dans le monde depuis une dizaine d'années (-40 %) et pourrait être éradiquée « en l'espace d'une génération », selon un rapport publié dans la revue The Lancet. Mais la Birmanie héberge plusieurs formes de paludisme résistant au traitement standard et les experts craignent qu'elles se répandent notamment en Afrique subsaharienne où se concentre la majorité des décès.

La dengue et le paludisme, deux maladies qui se transmettent via une piqûre de moustique, présentent des signes cliniques relativement semblables (forte fièvre, vomissements...). Les zones les plus exposées au paludisme sont généralement les régions rurales ou reculées, tandis que la dengue est très active dans les zones urbaines ou semi-urbaines.

Noël N'dong

DIASPORA

La Capcos prépare la troisième édition de ses rencontres

Sur proposition de son bureau, la Coordination d'appui aux projets de solidarité internationale pour le Congo (Capcos) convoque ses troisièmes assises annuelles prévues pour ses échanges.

Pour sa troisième rencontre, la Capcos invite les diasporas africaines solidaires, le 19 octobre, de 14 h à 18 h, à Montreuil, autour du thème « L'articulation créatrice de valeur pour nos pays d'origine et d'accueil : diaspora - solidarité internationale - logique de l'initiative entrepreneuriale ». Il s'agit, selon les organisateurs, d'un moment et d'un espace de réflexion dédiés aux échanges et à la capitalisation des retours d'expériences sur les projets de solidarité internationale en vue de passer en revue leurs impacts sur le terrain, ainsi que l'évolution des modes opératoires et des outils de financement connus à ce jour.

Le bilan des deux précédentes éditions montre clairement qu'elles ont rencontré un franc succès auprès d'un public sensibilisé à la solidarité internationale, assurent-ils.

La première, en 2017, était tenue à titre expérimental. Elle avait rassemblé une trentaine de participants autour de la présentation d'un échantillon de projets innovants de la diaspora solidaire congolaise.

Pour la deuxième, tenue en 2018, en présence d'Armand Balloud Tabawé, représentant l'ambassadeur du Congo en France, c'était une participation de plus d'une cinquantaine de personnes, autour du thème de l'évolution des modes de coopération internationale plus efficaces maximisant l'impact sur le terrain.

« A l'issue de cette édition, nous sommes passés de la coopération d'organisation à l'organisation de la société civile via les associations, à la mise en coopération de territoires embarquant une pluralité et une diversité d'acteurs », rappelle Ernest Moussoki, président de

la Capcos. Et d'expliquer que la rencontre du mois prochain se focalisera sur la palette de rôles ou leviers d'action à la disposition de la diaspora solidaire pour s'impliquer efficacement dans l'amorçage du développement local dans leurs pays d'origine respectifs.

A ce propos, Capcos, référencé en septembre de l'année dernière par le Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrants, poursuit deux objectifs. Le premier, démontrer d'abord la capacité de rassemblement et le dynamisme avec, à ce jour, vingt-cinq associations membres ayant formellement adhéré et acquitté les droits statutaires. Le second, mettre en place un « Comité de formation et d'accompagnement des porteurs de projets de solidarité internationale ».

« Nous y travaillons », confie le président, affirmant que celui-ci



Ernest Moussoki, président de la Capcos ayant déjà obtenu des financements auprès du Forum », précise-t-il.

sera opérationnel début janvier 2020. « Cependant, plusieurs porteurs de projets sont dès maintenant conseillés par les membres

Marie Alfred Ngoma

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ouvrer pour réduire les coûts du roaming en Afrique centrale

Coûts élevés des appels, manque de véritables projets financés destinés à interconnecter les villes, des lois adoptées mais non appliquées : l'accès au roaming en Afrique centrale demeure un « problème entier », selon le Comité intergouvernemental des experts de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique qui débattent, du 23 au 27 septembre à Malabo, en Guinée équatoriale, sur les transformations numériques.

L'ambition politique d'interconnecter les capitales, les grandes villes et les zones rurales des onze pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale tarde à se matérialiser. « L'Afrique centrale a commencé à se préoccuper du roaming bien avant toutes les autres sous-régions du continent. Mais, rien n'est fait ni appliqué à ce jour », se désole Jean-Jacques Massima-Landji, représentant de l'Union internationale des télécommunications en Afrique centrale et à Madagascar.

A titre d'exemple, a-t-il précisé, un coup de fil entre le Gabon et le Cameroun (deux pays frontaliers) peut coûter jusqu'à deux mille francs CFA, un montant qu'un opérateur peut encaisser et envoyer à l'étranger sans que la sous-région n'en tire profit.

Le roaming pose un problème d'intégration numérique en Afrique centrale où le taux d'accès à l'internet et à d'autres services liés à la digitalisation demeure faible.



Les participants/DR

« **Défiscaliser tout le secteur numérique** »

La transformation numérique dans la sous-région est avant un défi culturel et mental d'autant plus que la zone utilise la même technologie que les pays développés, ont

souligné des experts, appelant les dirigeants politiques à lever toutes les barrières qui freinent son expansion.

Un dialogue de haut niveau sur le numérique a dominé la session de Malabo, où il a été relevé que les plans stratégiques et les lois adoptés, puis les accords signés pour la digitalisation de la sous-région n'ont jamais connu un début d'application. A cela il faut ajouter une fiscalité surévaluée. « Les Etats doivent défiscaliser tout le sec-

teur numérique, sinon l'Afrique centrale va rater cette quatrième révolution industrielle », a suggéré Massima-Landji, conseillant aux gouvernants de « légiférer de manière à laisser aux ONG et au privé la possibilité d'agir ».

Face à cette situation, certaines institutions financières demandent à la fois aux Etats et au privé de monter des projets bancables de digitalisation.

« Les problèmes de financement sont essentiels. On ne sait pas

les mobiliser. Souvent on a beaucoup d'idées, des programmes, mais pas de projets », a indiqué Marcel Ondélé, vice-président de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale.

« Les projets ne sont pas bancables parce qu'ils manquent souvent de dimension de bonne gouvernance », s'est-il indigné.

La Rédaction

« **Les Etats doivent défiscaliser tout le secteur numérique, sinon l'Afrique centrale va rater cette quatrième révolution industrielle** »

RIAC 2019

La huitième édition se termine en beauté

Après trois semaines d'expression, d'apprentissage et de partage, plus d'une soixantaine d'artistes du continent et de la diaspora ne garderont plus que le souvenir des retrouvailles qui promeuvent la richesse et la créativité artistique.

Au total, soixante-quatorze artistes originaires des deux Congo, de la France, la Martinique, la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Sénégal, du Cameroun, du Mali, du Bénin, du Rwanda, du Nigeria, de l'Ouganda et enfin des Etats-Unis ont participé, du 2 au 25 septembre à Brazzaville, à la huitième édition de la Rencontre internationale de l'art contemporain (Riac).

L'édition de cette année a été marquée par l'introduction de trois nouveaux ateliers

que sont le slam, la gastronomie et devenir artiste, rejoignant le rang des ateliers déjà existants : arts-plastiques, critique d'art, performance et vidéo d'art-photographie.

Le poète et slameur camerounais, Capitaine Alexandre, a conduit l'atelier slam tandis que la performance était codirigée par Issa Nyaphaga (Cameroun) et Didier Manuel (France). De son côté, l'écrivain camerounais, Lionel Mang, a piloté l'atelier critique d'art. L'atelier

vidéo d'art-photographie a été animé par l'artiste martiniquaise, Elise Fitte-Duval, pendant que celui de gastronomie était dirigé par le chef Diouf Samba. Du côté des arts plastiques, c'est Soly Cissé, artiste-peintre, sculpteur vidéaste et scénographe originaire du Sénégal, qui a encadré les différents inscrits à cette discipline.

Nouvellement intégré, l'atelier « devenir artiste » était conduit par la Française Lucie Touya qui agit dans le do-

maine des arts depuis près de vingt ans pour la création contemporaine, les artistes et les échanges internationaux. Outre la formation, la huitième édition de la Riac avait également mis un point d'honneur à la créativité et au talent des artistes, à travers une série de spectacles et une exposition-peinture, le temps du festival. « Il n'y a plus d'impossible, rappelons-le. Par cette édition, nous avons fécondé le vivant pour reconstruire l'humanité. De belles rencontres se sont faites autour des partages enrichissants. Nous en sortons grandis et extrêmement comblés par les compétences et témoignages des uns et des autres », a évoqué Landry Mbassi, commissaire de cette édition.

« **Une dernière soirée sous le signe de l'amitié...** »

Le 22 septembre, la Riac a réuni au sein des ateliers Sahn, initiateur et siège de la rencontre, tous ses participants ainsi que le public de divers

horizons pour la clôture de la huitième édition placée sous le signe de « Réinvention du monde... à l'aube des traversées ». A cet effet, la soirée a vibré au rythme du slam ; d'une exposition éphémère, dans les ruelles de la Glacière, rassemblant plus d'une quinzaine de tableaux autour des thématiques actuelles ; d'une installation artistique ; de performances vocales, de danse contemporaine, d'animation musicale et de dégustation culinaire.

Par ailleurs, la Riac a décerné plus d'une vingtaine de prix et bourses à l'endroit de quelques artistes nationaux et étrangers ayant pris part à la huitième édition, en vue de leur permettre d'apprendre et de vivre davantage de belles expériences grâce à leur passion pour l'art. « L'art libère, l'art guérit, l'art construit, l'art rassemble, l'art dénonce... Il n'y a rien de plus beau que l'art », a déclaré une artiste congolaise.

Merveille Atipo, stagiaire



La photo de famille à la clôture des activités de la Riac/Adiac

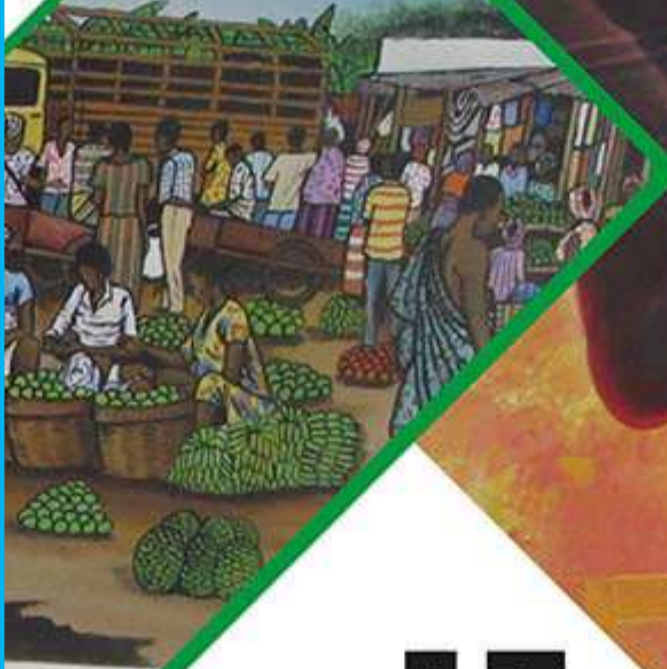
Le Musée Galerie du Bassin du Congo

présente

LIPANDA

Une exposition de peinture et de sculpture,
à l'occasion des festivités du 59^{ème} anniversaire
de l'indépendance du Congo

*Marché du village
Nzimmy B*



*A la recherche du bonheur
Tumbe Chris*

du 13
Août
Au 12
Octobre 2019

*Les géants de la forêt
Zénon Mosséli*



Musée
du Bassin du **Congo**

Contacts
+242 06 666 70 65
+242 04 411 64 11

Adresse
84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



EDUCATION

L'école Emmaüs prête à recevoir les élèves malvoyants et non-voyants

Le complexe scolaire de la première école inclusive du Congo vient d'être inauguré dans la commune de Kintélé pour accueillir, entre autres, les écoliers handicapés visuels, au titre de l'année scolaire 2019-2020.



Une vue du complexe scolaire Emmaüs inauguré

« Ici fréquenteront les enfants en situation de handicap visuel et ceux dépourvus de ce handicap dans la dynamique de construction d'une société inclusive où la lutte contre les inégalités en demeure le leitmotiv », a expliqué le directeur de cabinet de la ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Christian Aboké Ndza, à l'occasion de l'inauguration du complexe sco-

laire Emmaüs. À ce jour, près de trois cents élèves sont déjà inscrits. Les salles de classe et les bureaux administratifs sont entièrement équipés. Cette école inclusive, soulignons-le, est le fruit de la coopération entre la mission évangélique braille de Suisse et l'Organisation non gouvernementale (ONG) "Viens et Vois". « Après le défi de la réalisation, il nous reste celui de

l'exploitation et de la maintenance du bâtiment », a déclaré le président de l'ONG, Emerson Massa, satisfait de l'aboutissement du projet.

Pour sa part, l'adjoint au maire de la commune de Kintélé, Marcel Bienvenu Okana, a indiqué que cette école est une empreinte mémorable dans les annales de l'enseignement non seulement du pays, par son caractère inclusif, mais aussi de ladite commune. Par ailleurs, la mission évangélique braille suisse a salué l'aboutissement de l'initiative en faveur des enfants handicapés visuels, en promettant que l'action réalisée n'est pas le dernier geste de ce partenariat.

Rominique Makaya

« Ici fréquenteront les enfants en situation de handicap visuel et ceux dépourvus de ce handicap dans la dynamique de construction d'une société inclusive où la lutte contre les inégalités en demeure le leitmotiv »

ARRÊT SUR IMAGE



Le secrétaire permanent du PCT, chargé de la communication, porte-parole du parti, Serge Michel Odzocki, et son collaborateur, Boris lloy Ibara, ont visité, le 24 septembre 2019, le Musée galerie du Bassin du Congo

UNIVERSITÉ INTER-ETATS CONGO-CAMEROUN

Le concours d'entrée en 1ère année de formation des ingénieurs prévu le 5 octobre

Les épreuves au titre de l'année académique 2019-2020 se dérouleront en une session unique dès 8h00, simultanément dans les deux pays.

Le concours est ouvert aux ressortissants du Cameroun et du Congo âgés de 25 ans au plus à la date du concours et titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires général ou technique délivré par le Cameroun ou le Congo dans l'une des spécialités exigées pour chaque formation. Les candidats titulaires de diplômes étrangers aux deux pays doivent présenter, soit une décision règlementaire d'équivalence délivrée par les autorités compétentes du Cameroun ou du Congo. Toutefois, leur admission définitive, le cas échéant, ne peut être acquise que sur présentation dans les délais fixés par l'autorité compétente, de la décision accordant l'équivalence à leur diplôme.

Au Cameroun les centres sont les suivants : Douala, Garoua, Sangmélina et Yaoundé. Au Congo : Brazzaville, Pointe-Noire, Ouessou.

Les places par parcours de formation sont réparties comme suit : création et design numérique : cinquante ; ingénierie numérique sociotechnique : cent cinquante ; sciences et technologies numériques : cent.

Guillaume Ondzé

GUINÉE

Alpha Condé appelle son peuple à se préparer à un référendum constitutionnel

Dans une vidéo postée le 22 septembre sur Facebook, le président guinéen parle d'élections présidentielle et législatives, donnant l'impression qu'il veut être candidat à sa propre succession pour un troisième mandat.

« Je vous demande de vous organiser et de vous préparer pour le référendum et les élections », déclare Alpha Condé, 81 ans, dans la vidéo déjà reprise abondamment par les médias guinéens et les réseaux sociaux.

Même si la présidence guinéenne ne s'est encore prononcée sur le sujet, tout porte à croire que le chef de l'Etat envisage de briguer à nouveau la magistrature suprême, alors que la Constitution actuelle l'empêche d'assumer un troisième mandat.

Ancien opposant historique et premier président démocratiquement élu de cette ex-colonie française d'Afrique de l'ouest, Alpha Condé, au pouvoir depuis 2010, achève son second mandat en octobre 2020. En attendant cette date, il a souvent contesté la pertinence de la limitation du nombre de mandats même s'il n'a pas encore lancé une réforme constitutionnelle.

Malgré cela, le chef de l'Etat guinéen avait déjà, notamment en début septembre, mandaté son Premier ministre, Ibrahima Kassory Fofana, pour qu'il organise de larges « consultations » portant en particulier sur la loi fondamentale du pays. Ces consultations, qui doivent en principe s'achever ce 25 septembre, sont boycottées par les principaux partis d'opposition. S'agissant des élections législatives, par exemple, Alpha Condé prône leur tenue avant la fin de 2019. Elles étaient initialement prévues en 2018, mais avaient été reportées sine die. La commission électorale a finalement proposé que ces élections se déroulent le 28 décembre; une date jugée « irréaliste » par les représentants de l'opposition au sein de cette structure. En avril et mai derniers, plusieurs membres d'un mouvement créé pour s'opposer à un troisième mandat d'Alpha Condé avaient été interpellés lors de manifestations émaillées d'incidents, avant d'être relâchés par la justice.

Conscient du désir d'Alpha Condé de briguer un autre mandat à la tête du pays, le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, n'a pas caché la position de son pays aux autorités guinéennes. Il a singulièrement appelé à une « transition du pouvoir démocratique et honnête en Guinée », impliquant des « institutions plus fortes et moins de corruption ». C'était à l'issue de son entretien avec le président guinéen, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Nestor N'Gampoula

COUR DES COMPTES

Les contrôleurs formés au nouveau système comptable de l'Ohada

Les cadres et agents de la Cour des comptes et de discipline budgétaire participent, du 24 septembre au 9 octobre, à Brazzaville, à un atelier de perfectionnement sur le système révisé de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada).



Une vue du présidium et des participants à l'atelier

Les participants vont acquérir des connaissances notamment sur l'évolution en matière de droit comptable et système comptable Ohada ; les principes généraux du droit pénal et infractions comptables; enfin les notions d'audit, de gestion et de dépenses fiscales. « On va s'atteler sur la comptabilité générale, notamment des éléments nouveaux en faisant référence aux anciens points supprimés pour voir ce qui a réellement changé. La version révisée a apporté plus de clarté et de fiabilité dans l'information financière, un élément important dans la prise de décision », a indiqué le formateur, Yvon Zebo. Président les travaux d'ouverture, le premier président de la Cour des comptes, Charles Emile Apesse, a déclaré : « La Cour des comptes et de discipline budgétaire, en tant qu'institution supérieure de contrôle de l'Etat, est un maillon essentiel de cette chaîne de gestion éthique des finances publiques. Elle se doit donc de se doter d'un personnel qualifié, suffisamment outillé en vue de l'atteinte de ses missions ».

Invitant les participants à profiter de cet atelier pour s'armer efficacement de connaissances utiles à l'exécution de leurs multiples tâches, le président de la Cour a affirmé que cette formation permettra aux cadres de son institution d'intérioriser la discipline comptable au même titre que les autres membres de l'espace Ohada.

Précisons que cet atelier est organisé par le projet des réformes intégrées du secteur public, cofinancé par le Congo et la Banque mondiale (BM), et placé sous la tutelle du ministère du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale. « Cet atelier est le premier d'une longue série puisqu'au titre du projet, le concours de la BM permettra durant les deux années de son exécution d'améliorer les conditions au niveau de la Cour des comptes, surtout de leur professionnalisation », a conclu le chargé de missions auprès de la ministre du Plan, Valéry Babackas.

Lopelle Mboussa Gassia

MISE AU POINT

Dans notre édition n° 3582 du 24 septembre, à la page 3, dans l'article intitulé « Crise au PCT : les membres de Talangai boycottent une réunion », nous avons écrit : « l'autre point qui a suscité des débats a été la nature du congrès, la majorité des participants exigeant que celui-ci soit un extraordinaire... ». Lire plutôt : « l'autre point qui a suscité des débats a été la nature du congrès, la majorité de participants exigeant que celui-ci soit un ordinaire »

STATISTIQUE NATIONALE

Vers de nouveaux indicateurs de croissance à court terme

Le Congo veut passer d'un système annuel à une publication trimestrielle voire mensuelle d'information sur le Produit intérieur brut (PIB). Des statisticiens nationaux renforcent leurs capacités, depuis le 24 septembre, sur l'évaluation des indicateurs conjoncturels.



La photo de famille

Pendant cinq jours, les participants vont échanger autour des parties théoriques qui consistent à définir le cadre des indicateurs conjoncturels en lien avec la comptabilité nationale. Ils vont également étudier les moyens de la sélection des indicateurs à l'aide des techniques statistiques, la saisonnalité et la diffusion des données indispensables pour une meilleure publication.

En effet, la session de formation est organisée par l'Institut national de la statistique (INS) avec l'assistance technique du Fonds monétaire international (FMI). Selon le directeur général de l'INS, Gabriel Batsanga, cette rencontre vise à doter le système statistique national des indicateurs fiables et à jour, en vue de permettre au pays de relever les défis à venir.

Selon le formateur, Gregory Legoff, l'idéal pour ce genre d'étude serait de définir et tester des indicateurs mensuels pour évaluer l'activité économique, afin d'informer les investisseurs et surtout les utilisateurs des évaluations des politiques économiques.

« Cela permet au public de connaître comment l'économie congolaise se comporte à court terme, idéalement le mois dernier ou le trimestre dernier », a estimé l'expert du FMI.

Les indicateurs recherchés concernent, par exemple, la consommation de l'électricité, les ventes déclarées au niveau de la taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que d'autres données disponibles. Tout le travail se fait dans le cadre de la comptabilité nationale, le calcul du PIB qui a un lien avec le travail de l'INS.

Le FMI, qui a signé en juillet dernier un accord avec le Congo, entend accompagner les structures techniques locales à l'instar de l'INS. « Après la session de formation, il y aura d'autres missions d'assistance technique qui viendront travailler avec l'INS pour un suivi, une revue des indicateurs... », a indiqué Gregory Legoff.

C'est sur une demande du gouvernement que le FMI apporte cette assistance technique. En janvier dernier, la ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale avait plaidé pour l'évaluation du système statistique national et l'organisation de la formation à l'endroit des cadres nationaux sur les indicateurs conjoncturels et les statistiques macroéconomiques.

Fiacre Kombo

DROITS DE L'HOMME

Le Congo se donne pieds et mains pour accéder au statut A

Le président de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), Valère Gabriel Eteka-Yemet, a indiqué, le 24 septembre à Brazzaville, au terme d'une rencontre avec le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, que son institution est en train de tout mettre en œuvre pour passer au statut A, dans le cadre de la défense des droits de l'homme.

Les deux personnalités ont débattu de plusieurs sujets liés à la promotion, la protection et la défense des droits de l'homme au Congo. Il s'est agi non seulement de veiller sur le sempiternel problème de violation des droits et libertés fondamentaux, souvent décrié par les ONG, mais aussi de défendre toutes autres formes de droits qui intègrent, entre autres, le droit à l'éducation, à la santé, à la protection et bien d'autres droits de base.

Soucieux de porter le Congo encore plus haut dans ce domaine, le président de la CNDH est allé solliciter l'appui de l'Assemblée nationale, en tant que l'un des maillons essentiels dans le fonctionnement de l'Etat. L'ambition de la CNDH est de vouloir placer le pays au diapason d'autres Etats au monde qui militent pour la préservation des droits humains au sens large du terme.

« Le parlement a la mission de voter les textes. Actuellement, nous répertorions les textes internationaux que le Congo n'a pas encore ratifiés afin de les soumettre au gouvernement et au parlement. Cela nous permettra de gravir quelques échelons au sein des Nations unies, d'accéder au statut A et de représenter dignement le pays dans les institutions internationales des droits de l'homme. Et le parlement est bien placé pour nous aider à atteindre cet

objectif », a indiqué Valère Gabriel Eteka-Yemet.

A ce propos, le président de la CNDH a soutenu que la question des droits de l'homme au Congo connaît une évolution. Il a affirmé, par ailleurs, que le pays remplit actuellement tous les aspects normatifs et qu'il ne restait plus que la mise en œuvre des instruments juridiques, pour lesquels cette institution s'est engagée à œuvrer aux côtés du gouvernement pour garantir leur réussite.

« Les droits de l'homme sont le baromètre de la démocratie, et le plus haut sommet de la démocratie, c'est le parlement. A notre niveau, nous assurons le suivi de la protection des droits de l'homme. Il s'agit de veiller à ce que les pouvoirs publics appliquent bien les droits de l'homme et les instruments juridiques nationaux », a conclu Valère Gabriel Eteka-Yemet.

Firmin Oyé

PAIEMENT DE LA DETTE INTÉRIEURE

Le secteur privé exige une bonne gestion des 211 milliards francs CFA

Les opérateurs économiques ont publié récemment une déclaration demandant au gouvernement de prioriser les sociétés nationales et de répartir impartialement les fonds aux créanciers.

« Nous exigeons la publication du rapport de l'audit 2014-2016 sur la dette intérieure ; la mise en place d'une mesure d'allègement bancaire par le ministère des Finances et du budget, en tant qu'autorité monétaire, pour soulager les chefs d'entreprise qui avaient contacté des crédits bancaires ; le paiement en priorité du secteur privé national afin de relancer l'économie congolaise », a lancé le Collectif des opérateurs économiques du Congo (Copéco).

La déclaration du Copéco, rendue publique récemment à Brazzaville, intervient peu après une rencontre avec une mission technique du Fonds monétaire international.

De cette concertation, il a filtré que le gouvernement devrait payer avant la fin de ce mois une première tranche de trente-cinq milliards francs CFA, puis une seconde de cent soixante-seize milliards francs CFA en décembre.

« On ne peut parler de diversification économique sans croissance du secteur privé. Le secteur privé est le premier maillon de développement. Il doit donc s'émanciper mais pour cela, l'Etat aussi doit bien faire la part des choses. Nous luttons pour que l'Etat nous prenne en compte », a souligné Roger Obesse, le directeur exécutif du Copéco.

Signalons que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la restitution des conclusions de la réunion du Fonds monétaire international et la société civile. Elle a réuni près d'une centaine de chefs d'entreprise et autres personnalités.

Carmela Makita (Stagiaire)

RENTRÉE SCOLAIRE

Peu d'engouement dans les marchés de Brazzaville

A une semaine de la reprise des cours au titre de l'année scolaire 2019-2020, l'ambiance dans les marchés de la ville capitale est timide. Les rayons de fournitures scolaires de la plupart des commerces et marchés visités sont peu fréquentés.

Quelques rares parents croisés sur les lieux disent puiser dans leurs économies pour éviter de se bousculer les dernières minutes. Une situation qui n'arrange pas les commerçants dont la marchandise peine à être liquidée.

« Il arrive que je passe toute une journée sans rien vendre. On est obligé de revenir le lendemain dans l'espoir d'avoir gain de cause », a lancé une commerçante sans plus de commentaire. Et à un autre de renchérir que contrairement à l'année dernière, il n'y a pas vraiment d'engouement cette année. « À cette période, le marché devait être envahi de parents qui viennent acheter les fournitures pour leurs enfants », a expliqué une



Les fournitures scolaires en vente au marché Poto-Poto

vendeuse au marché Poto-Poto, le troisième arrondissement.

Les prix des fournitures scolaires sont pourtant abordables. Les paquets de cahiers de 288 pages, par exemple, sont vendus entre 3000 et 5500 FCFA selon les marques. Ceux de 192 pages coûtent par contre 2000 ou 3000 FCFA. Les prix des sacs à dos varient entre 2000 et 15 000 FCFA selon la qualité.

Les livres, tenues et autres fourni-

tures sont également vendus à des prix abordables. Pour certains parents abordés, la difficulté financière reste la principale cause de ce manque d'enthousiasme. « Il n'y a pas d'argent, les salaires ne sont pas encore payés. C'est pas facile quand tu as deux enfants ou plus, c'est dur ! », s'est plaint un parent d'élève ayant requis l'anonymat.

Gloria Imelda Lossele (stagiaire)

« À cette période, le marché devait être envahi de parents qui viennent acheter les fournitures pour leurs enfants »

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

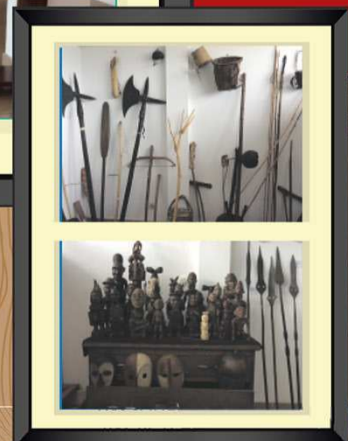
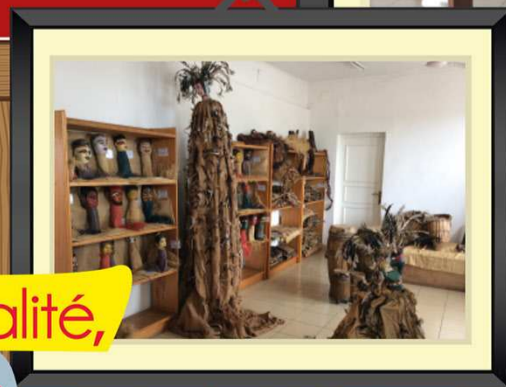
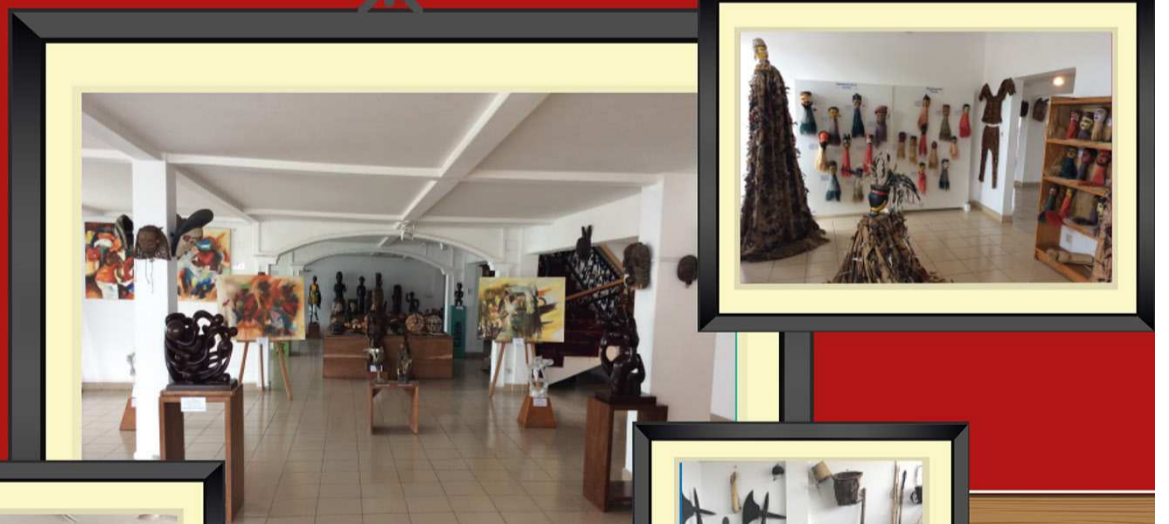
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Pénible marche vers le congrès pour le PCT

La nature du prochain congrès ainsi que le cumul des fonctions de certains cadres et bien d'autres aspects divisent actuellement la première formation politique de la majorité présidentielle.

La fébrile crise qui sévit actuellement à la Force montante congolaise (FMC), depuis le mois d'avril dernier, semble impacter le Parti congolais du travail (PCT). En effet, la brouille observée le 22 septembre lors de la réunion du comité PCT-Talangai en dit long. Les contradictions clairement affichées par le président du comité PCT-Talangai, Théophile Adoua, et le président de la fédération de Brazzaville, Gabriel Ondongo, ne sont pas anodines. Elles montrent clairement les positions des uns et des autres au moment où le parti gagnerait en fédérant toutes ses forces à l'approche d'un congrès dont la date n'est pas encore déterminée. Considéré comme le fief du PCT, le sixième arrondissement de Brazzaville a peut-être donné le top d'un mouvement qui pourrait avoir des conséquences négatives sur la vie du parti à l'image du débat sur la refondation.

A l'origine de ce qui s'apparente à une grogne, la nature du prochain congrès prévu d'ici à la fin de l'année, ainsi que le cumul des fonctions reproché à son secrétaire général, Pierre Ngolo, également président du Sénat. S'agissant de la nature du congrès, certains membres du bureau politique avaient relancé officiellement le

débat au cours de la dix-septième réunion ordinaire, tenue les 17 et 18 mai à Brazzaville.

En effet, recadrant le débat, le secrétaire général du parti rappelait, à cette occasion, qu'en décembre 2016, le comité central avait décidé de la tenue du cinquième congrès ordinaire. « Nous l'avions prévu pour 2017, malheureusement les contingences n'ont pas permis que cela se fasse et depuis 2016, le comité central n'a aucunement varié sur cette décision, c'est-à-dire qu'il est resté constant. Chaque fois que nous nous sommes retrouvés en décembre 2017 et en décembre 2018, il a été toujours prescrit dans toutes les feuilles de route au secrétariat permanent de préparer le congrès ordinaire », rappelait le porte-parole du PCT, Serge Michel Odzocki, à la presse.

Selon lui, les décisions d'instance par rapport au principe de fonctionnement du PCT étaient claires : il n'y a que le comité central qui peut revenir sur sa décision. Ainsi, aucune autre instance, notamment le secrétariat permanent ou le bureau politique, ne peut décider de remettre en cause la décision prise par le comité central. « Il n'y a plus d'ambiguïté sur cette question,

le débat de la rue n'est pas celui d'instance. Le débat d'instance, il va avoir lieu au cours du comité central, s'il peut revenir sur sa décision, c'est tout à fait ses prérogatives. Aujourd'hui, personne ne peut revenir sur ce que le comité central avait décidé », coupait court Serge Michel Odzocki.

Chemin faisant, cette déclaration du porte-parole du PCT ne semble plus faire l'unanimité ; au regard de la prise de position du comité Talangai que préside le sénateur Théophile Adoua. La rencontre du 22 septembre, placée sur le thème « Mobilisons-nous pour briser le spectre des antivaleurs à tous les niveaux », renseigne a priori sur le climat délétère qui se passe au sein de cette formation, secouée depuis quelques mois par une crise née de l'urgence évoquée par une frange de cadres et militants de convoquer un congrès extraordinaire.

Un débat d'instance ?

Réagissant déjà aux propos d'un membre du bureau politique en mars dernier, le président de la fédération PCT-Pool, Jean-Pierre Manoukou-Kouba, évoquait les articles 36 et 58 des statuts, estimant que les débats doivent se

passer au sein des instances habilitées. Il s'agit, insistait-il, d'un congrès ordinaire et non extraordinaire comme le prétendent certains de leurs camarades. « Entre les deux congrès, la seule instance ayant le pouvoir de décision, c'est le comité central. Ce dernier, lors de sa 8^e session tenue du 28 au 30 décembre 2018, a décidé du principe de la convocation du cinquième congrès ordinaire. Dès lors que l'instance suprême en a décidé, il ne peut plus y avoir débat. Les débats au sein du parti se mènent en interne », rappelait-il.

Sans attendre la décision de l'instance dirigeante du parti, certains participants à la réunion de Talangai ont exigé la convocation d'un congrès extraordinaire d'autant plus que les délais prévus dans les textes fondamentaux pour la tenue d'un congrès ordinaire étant largement dépassés. Après avoir bouclé la cotisation spéciale comptant pour l'organisation du prochain congrès, la direction politique du PCT devrait s'atteler désormais à en élaborer le programme, si possible, faire une estimation du budget. Mais le temps presse et il ne reste que quelque trois mois pour que 2019 s'en aille.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets

La tenue du congrès et le cumul de fonctions sont également à l'origine de la crise sans précédent que traverse la FMC, l'organisation juvénile du PCT. La nomination de son premier secrétaire, Juste Bernadin Gave, au poste de secrétaire exécutif du Conseil consultatif de la jeunesse a donné lieu à une dissidence qui dénonçait un « cumul paralysant ». C'est ainsi qu'on a assisté à deux franges qui se sont illustrées par des invectives et des intrigues.

Réuni en session extraordinaire, le 15 juillet dernier, le comité central de la FMC a prononcé la suspension avec déchéance de fonction de Donald Mobobola et l'exclusion temporaire de Cliff Oko Elenga. Alors, le scénario de la FMC pourrait-elle s'étendre jusqu'au PCT ?

Espérons que les responsables du parti, socle de la majorité présidentielle, vont trouver un terrain d'entente avant d'aller à la grand-messe, sachant que l'élection présidentielle de 2021 avance à grands pas.

Parfait Wilfried Douniama

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



JOURNÉE FIFA

Le Congo affronte la Thaïlande en amical

Les Diables rouges (90es au classement de l'instance mondiale de football) joueront, le 10 octobre, à Bangkok (19 h), contre la sélection du Thaïlande (114^e).

Le Congo n'a pas pu disputer la dernière journée Fifa (Fédération internationale de football association) de septembre à cause des problèmes financiers. Cette fois-ci, c'est la Fédération thaïlandaise de football qui a toqué à sa porte, pour solliciter un match amical contre les Diables rouges.

L'offre de la Thaïlande a séduit la Fédération congolaise de football (Fécofoot) qui a décidé de privilégier l'essentiel, c'est-à-dire de jouer en se disant, par ailleurs, que malgré le rang qu'occupe cette sélection, les Congolais auront toujours quelque chose à apprendre auprès d'elle.

La délégation congolaise, a expliqué Badji Mombi Wantelé, le secrétaire général de la Fécofoot, ne paiera rien. La fédération de Thaïlande prendra en charge tous les frais y relatifs, notamment les billets aller-retour et le séjour des trente-quatre membres de la délégation.

Les Diables rouges se rendront à Bangkok, le 7 octobre, en deux vagues. La première, exclusivement composée des joueurs de la diaspora, prendra le départ depuis Paris, en France. Dans ce groupe des Congolais évoluant à l'étranger, il n'y a aucun **gardien**, seulement les joueurs de champ les



plus connus. Parmi eux, **les défenseurs** Fernand Mayembo (Le Havre/France), Baron Kibamba (Séville atlético/Espagne), Baudry Marvin (SV Zult Waregem/Belgique), Ravy Tsouka (Vasteras SK FK/Suède) et Hugo Konongo (Sepsi Osk/ Roumanie).

Les milieux de terrain convoqués sont Amour Loussoukou (Stade Tunisien/ Tunisie), Gaius Makouta (Sporting de Braga/

Portugal), Durel Avounou (Stade Malherbe de Caen/ France) et Alexandre Obambot (FK Startaks Jurnala (Lettonie), appuyés par **les attaquants** Thievy Bifouma (Yeni Malatyasport/Turquie), Junior Makiessé (US Tataouine/ Tunisie), Mavis Tchibota (PFK Ludogorets/ Bulgarie), Prince Ibara (Beerschot VA (Belgique) et Bevic Moussiti Oko (Le Mans FC/ France).

Les Diables rouges du Congo/Adiac João Sergio Pires Loro fera le déplacement en tant qu'entraîneur des gardiens avec Foddie Diarra (préparateur physique) et Salomon Bambenzé (Fécofoot).

La seconde vague, celle qui prendra le départ à Brazzaville, est composée des joueurs locaux, notamment les **gardiens** Pavhel Ndzila (Etoile du Congo) et Joe Ombandza (Cara), les **défenseurs** Dorvel Dibekou (/Etoile du

Congo), Davy Dimitri Bissiki (/ AS Otho); des **milieux du terrain** Harvy Itali Ossiété (Diables noirs) et Chandrel Massanga (Cara) puis Prince Obongo (**attaquant**). La liste est élargie aux membres du staff technique et du corps médical: Valdo Candido (sélectionneur national), Bathelémy Ngatsono (entraîneur adjoint), Jacques Nguonimba Goulou (médecin), Joste Lounou (kiné), Rickonel Bemba (intendant) et Emmanuel Kaba (officier médias).

Jean Didas Médard Moussoudia (premier vice-président de la Fécofoot) conduira la délégation avec deux membres du ministère des Sports et de l'éducation physique.

Les Diables rouges, rappelons-le, préparent les matches du 11 novembre à Dakar contre le Sénégal et du 19 novembre à Brazzaville contre la Guinée-Bissau, dans le cadre de la première et deuxième journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Cameroun 2021. La sélection sénégalaise, les Lions de la Teranga (20^e au classement Fifa), prépare la réception des Diables rouges en affrontant, le 10 octobre à Singapour, le Brésil (3^e au dernier classement fifa de septembre).

James Golden Eloué

ANNIVERSAIRE

Le 22 septembre 2019, Mme Otou Ngatsongo Marie a fêté ses 70 ans d'existence sur cette terre des hommes.

A cette occasion, Paul Dinga Ngatsongo, son frère, Prudence Ndinga, sa belle-soeur, et leurs enfants lui souhaitent longévité.

Joyeux anniversaire!



IN MEMORIAM

En ce 45^e jour du rappel à Dieu de Joseph Xavier Bonza, sa veuve Flore Léocadie Pella ainsi que leurs enfants : Audran Fraize-Bonza, Sydney Fraize-Bonza, Paolinni Fraize-Bonza et Jérémie Fraize-Bonza, très sensibles aux nombreuses marques de compassion, d'affection, de soutien spirituel et matériel de votre part, vous remerciant vivement et vous prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude et de leur infinie reconnaissance.



REMERCIEMENTS

Le colonel d'aviation à la retraite, Georges Black-Djo Tsoumou, et enfants vous adressent leurs sincères remerciements pour le soutien multiforme et l'élan de compassion témoignés suite au décès, le 13 août 2019, de leur épouse et mère, Mme Thongo Pémbé Marie-Delphine "PMD".

Veuillez trouver ici, l'expression de leur gratitude.

Une messe d'action de grâce au Seigneur sera dite le jeudi, 26 septembre 2019 à 15 heures, en la paroisse Notre-Dame de l'Assomption (derrière l'Hôpital militaire) à Brazzaville.



Vous venez de perdre un être cher et vous souhaitez utiliser notre quotidien pour le faire savoir à vos proches



Une équipe de professionnels est à votre disposition

E-mail: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville



JOURNÉE MONDIALE DU NETTOYAGE

Des opérations de salubrité organisées dans des écoles

La Jeune chambre internationale (JCI), qui met en oeuvre le World clean up day (Programme mondial de lutte contre les déchets solides) dans le pays, a assaini, le 21 septembre à Pointe-Noire, l'école primaire Balou-Constant et le CEG Dr Moe-Poaty, établissements scolaires publics situés dans l'arrondissement 4, Loandjili.

La célébration de la Journée internationale du nettoyage a été couplée à celle de la Journée internationale de la paix. L'opération de salubrité menée à cet effet a été organisée en partenariat avec la mairie de Pointe-Noire et la Société Averda, avec la collaboration de certaines associations de la place, notamment le Lion's club, la Génération dorée, Action, Stand up Congo, Kituenia, Loum's Noudia, la fondation l'Envol, le Rotarac, Let's do it. Cette activité entraine dans le cadre de la mise en place, par la JCI, du World clean up day, programme mondial d'action sociale visant à lutter contre le problème des déchets solides, y compris celui des débris marins dans le pays.

Il a été lancé l'année dernière au niveau national lors de la première édition du World clean up day. Des activités ont été menées à Pointe-Noire (Ngoyo et Tié-Tié) et à Brazzaville par la JCI qui s'est engagée à œuvrer pour l'accomplissement des Objectifs de développement durable. «A travers le World clean up day, nous touchons six des dix-sept objectifs. Nous avons pu toucher les communautés qui n'étaient pas sensibles à la préservation de l'environnement. Il est important de rappeler que des communautés propres aident à avoir une population propre et en bonne santé. Notre planète doit être débarrassée de tous les déchets pour un développement durable de nos communautés et de notre environnement », a souligné Fernand Moukengué, président national de la JCI 2019. Cette année, les actions de sensibilisation de la population au



Les jeunes en action à l'école Balou-Constant/Adiac

respect de l'environnement ont été axées sur Loandjili. «Nous sommes en action pour sensibiliser et conscientiser les concitoyens sur le danger des déchets dans l'environnement. Notre action ne s'arrêtera pas là, nous signons des partenariats avec d'autres associations pour la pérenniser», a expliqué Exaucée Makosso, secrétaire générale de la JCI. Christian Trésor Kando, membre de la JCI, coordonnateur national du projet World clean up day, a renchérit : «L'idéal pour nous, c'est de fédérer toutes les associations qui œuvrent dans l'action sociale et l'environnement, qu'elles se joignent à nous pour les prochaines éditions ».

Assainir les écoles avant la rentrée

Plus d'une centaine de jeunes ont pris part à l'assainissement de l'école primaire Balou-Constant et du CEG Dr Moe-Poaty. Munis de balais, pelles, sacs poubelles et autres outils, ils ont nettoyé, pendant deux heures, ces établissements et leurs abords qui ont été transformés en dépotoirs avec d'énormes tas d'immondices qui bloquent souvent les voies, surtout du côté de l'entrée principale de Balou-Constant, précisément au croisement des rues Bikoumat, Makouendi et abbé Mayouma-Mboumbou. Pour ce qui est du choix de ces écoles, Christian Trésor Kando a indiqué

: «Nous les avons choisies pour répondre à l'appel du préfet et du maire de la ville de les assainir avant la rentrée scolaire qui pointe déjà à l'horizon. Nous apportons notre contribution par cette action». Cette action a été saluée par une pluie d'éloges, d'encouragements et de remerciements des habitants des alentours des écoles. Pour bon nombre de gens, après les opérations de salubrité, le mieux serait de placer les bacs à ordures qu'il faudra vider régulièrement. Ils ont souhaité que les agents d'Averda prennent le relais pour assurer la propreté à ces endroits. L'initiative de la JCI a été aussi saluée par les autres associa-

tions. Achley Moi-Bayonne, président de la fondation Dorée, a confié : «C'est une belle occasion de montrer notre engagement pour une planète plus saine et une ville plus propre. Mais comme je le dis souvent, c'est bien d'avoir des corps sains mais avoir une ville propre, c'est encore mieux». Raymond Irche Oko, président de la zone 262 du Lion's Club a ajouté : «Le World clean up day correspond totalement à l'action correspondant à la protection de l'environnement qui est un de nos axes prioritaires. Nous voulons montrer l'exemple à la population et la conduire à assainir son environnement pour éviter les maladies».

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

ARTS PLASTIQUES

Michel Hengo a tiré sa révérence

L'artiste peintre est décédé à l'âge de 77 ans, le 21 septembre à Pointe-Noire, des suites d'une longue maladie.

Natif de Makoua, Michel Hengo était presque destiné à faire de la peinture non seulement son hobby mais surtout sa passion et sa profession. Tout au long de sa vie, le pinceau était son compagnon et la peinture sa passion.

Ancien de l'école de peinture de Poto-Poto, Michel Hengo va peaufiner son style aux côtés des géants des arts plastiques tels Guy Léon Fila, Marcel Gotène, Noël Otoulo, Kitsiba...

Adeptes de la peinture à huile et attiré par le réalisme, Michel Hengo avait fini par convaincre tous les amoureux de l'art pictural. Ainsi, l'Etat congolais va lui confier des travaux d'envergure tels la grande fresque qui décore

l'entrée de la salle des conférences du Palais du parlement de Brazzaville; l'emblème de l'ancien drapeau national; la fresque en céramique au centre-ville de la capitale, près de l'immeuble de la société Assurances et réassurance du Congo; les timbres-postes, etc. Installé à Pointe-Noire au début des années 2000, Michel Hengo a continué à peindre et formé les jeunes avant d'être terrassé par la maladie qui l'a laissé quasiment inactif mais sans altérer son inspiration. Aidé de temps à autre par ses enfants, il a continué à peindre pour assouvir sa passion jusqu'à ses derniers jours.

Michel Hengo est né le 19 fé-

vrier 1942 à Mongo, dans le département de la Cuvette. Il est considéré comme un pionnier et une icône de la peinture congolaise moderne. Chevalier dans l'Ordre du dévouement congolais et pinceau d'Or en 2001, il est le créateur de nombreuses fresques et affiches, ainsi que de timbres-poste. Il a notamment participé à la conception du drapeau de la République populaire du Congo et de l'emblème du Parti congolais du travail. Il a aussi réalisé la décoration du Palais du parlement de Brazzaville ainsi que celle de la salle de conférence de l'Union africaine à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne. Le regretté Michel Hengo a été un peintre polyvalent,



Michel Hengo/DR

s'essayant à de nombreux styles (cubisme, art figuratif, symbolisme, l'art abstrait). Les scènes du quotidien l'ont beaucoup inspiré tout comme la figure de la femme congolaise. Il y a trois ans, la Chambre de commerce, d'in-

dustrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire lui a rendu un hommage à titre anthume en organisant dans ses locaux une exposition de vingt-sept de ses tableaux intitulée «Le chant du cygne».

Hervé Brice Mampouya

MISS VACANCES

Richesse Mingas remporte la deuxième édition

L'étudiante de deuxième année en ressources humaines, avec 1,73 m de taille, a été couronnée, le 20 septembre au forum Mbongui, à Pointe-Noire, devant plus de cinq cents spectateurs.

La jeune fille de 19 ans a su s'attirer les faveurs du public et du jury pour décrocher le diadème tant convoité par les treize prétendantes en lice, qui a lui a ouvert les portes du mannequinat.

« Je m'étais préparée pour le spectacle du soir. J'ai fait connaissance avec les autres candidates et il y en avait de très jolies. J'étais bien sûr stressée car on ne sait pas ce qu'attend le public. L'élection s'est déroulée dans la bonne humeur. Et quand j'ai entendu mon nom, j'étais surprise, je suis très contente », a-t-elle dit en s'essuyant les larmes, après son couronnement.

En plus de sa couronne et de son écharpe, Richesse Mingas a gagné une bourse d'études de trois ans en journalisme, au Bénin. Aujourd'hui, elle devra vivre un an de règne plein de rebondissements et de surprises comme la première gagnante du concours avant elle.

Au départ, plus de trente jeunes femmes s'étaient portées candidates à l'élection miss vacances 2019 mais

au final, seulement treize d'entre elles ont pu rivaliser de charme pour tenter de devenir la nouvelle reine de beauté de la ville océane.

Toutes ont défilé en robe de soirée et en tenue bikinis traditionnelles. Le concours ne se limitant pas qu'au défilé, les cinq candidates retenues pour la finale ont dû répondre à quelques questions de culture générale et développer le thème de la soirée, « La place de la femme congolaise dans les médias ». Au terme d'une soirée glamour, la jeune Richesse Mingas a été élue miss vacances 2019 pour son physique, son sourire, ses motivations et son éloquence. La jeune au teint sombre, en effet, a été choisie « la plus belle femme de toutes » parmi les treize créatures de rêve présentées à ce concours par un jury composé de professionnels de la mode et de la beauté, mais également par le public. Martina Ibalala et Reine Bantsimba ont, quant à elles, été respectivement élues première et deuxième dauphine.



Richesse Mingas, miss vacance 2019/Photo Ror Plus

Organisée par Ror Plus, l'élection de « miss vacances » s'est imposée depuis sa première édition, comme l'un des plus grands concours de beauté du pays. Celui-ci permet aux jeunes filles de poursuivre à la fois leurs études et leur rêve de mannequinat.

Sa promotrice, Ursula Goma, a profité de cet instant pour demander aux sociétés de la place et aux personnes de bonne volonté de soutenir cette activité afin de promouvoir non seulement la beauté de la femme congolaise mais également donner la chance à la jeune fille congolaise dépourvue de moyens de poursuivre les études supérieures.

Notons que cette activité s'est déroulée en présence de Fabien Obongo, directeur départemental des Arts et des lettres à Pointe-Noire. La troisième édition du concours miss vacances aura lieu l'année prochaine.

Hugues Prosper Mabonzo

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.







Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)

STREET CONTEST

La cinquième saison en préparation

Du 23 au 24 novembre, l'Association sportive et des œuvres sociales (Asos) réunira à nouveau la jeunesse pontégrine au terrain de basketball de BBS.

Le Street contest rassemble la jeunesse autour du basketball, la discipline phare, et des activités culturelles comme la musique ou la danse. Cette année, le comité d'organisation dirigé par Abi Bamanga, président d'Asos, a prévu le tournoi de basketball 5x5 enfants de 8 à 17

ans, les concours de trois points et des dunks. Tout cela sera sanctionné par la remise de distinctions et de cadeaux au profit des méritants.

L'activité vise la sensibilisation, la prévention, la création et l'émancipation des jeunes. Elle a aussi pour objectifs de partager les valeurs de

tolérance et de fraternité à travers le sport, en créant une symbiose entre toutes les associations et les acteurs principaux concernant la jeunesse pour échanger, évoluer et grandir ensemble. Signalons que le premier tournoi Street contest a eu lieu en 2004; le deuxième en 2010 et le troisième en 2017. La quatrième édition qui a eu lieu l'année dernière à Pointe-Noire a sacré l'équipe Les Balaises au basketball à trois. Les Spurs, Eclairs, NTSC, Games et Inter Team ont été les autres équipes participantes.

Hervé Brice Mampouya

ASOS
PRESENTE

**STREET
CONTEST SAISON 5**

TOURNOI DE BASKET
5X5 Enfants de 8 à 17ans

CONCOURS DE 3 POINTS
DUNKS et CADEAUX
SURPRISES

Du 23 Au 24 Novembre 2019

Sur le TERRAIN BBS

068850535
ASSOS1415@GMAIL.COM

LITTÉRATURE

«Le divorce comme négation de l'amour conjugal : ses conséquences sur l'enfant» présenté au grand public

Staffen Yhanil Nkodia a présenté et dédié son tout premier ouvrage, le 21 septembre, à Brazzaville. La rencontre avec le public a été l'occasion de comprendre davantage les actes de divorce qui pèsent lourdement sur l'avenir des progénitures et de les prévenir.

Le panel de la rencontre était notamment composé de l'auteur lui-même, Staffen Yhanil Nkodia; des abbés Vincent De Paul Malonga et Mesmin Prosper Massengo, respectivement pour la présentation et la critique; ainsi que de Marie-Céline Nkounkou, pour partager son témoignage sur la thématique de l'ouvrage.

Paru cette année en juillet, aux éditions Edilivre, «Le divorce comme négation de l'amour conjugal : ses conséquences sur l'enfant» est un roman qui jongle entre les questions de famille, santé et bien-être en lien avec la problématique du divorce. Le public venu nombreux, pour l'occasion, s'est dit instruit et avisé sur les moyens de vaincre la tentation du divorce. En effet, nous vivons dans un monde où ce phénomène est une réalité qui touche toutes les sociétés et quasiment toutes

les familles. Ainsi, par ce livre, l'auteur propose des pistes de réflexion et une aide concrète aux jeunes, aux fiancés ou aux foyers bien conscients des difficultés de la vie de couple, mais désireux de mener le juste combat pour la sauvegarde du mariage.

« Ce travail de recherche vise à aider les futurs mariés à bien réfléchir avant de s'engager pour le mariage. Faut-il encore des efforts d'acceptation et de dépassement de soi pour y rester fidèles ? Cet ouvrage veut encourager les mariés à aimer davantage, à s'aimer au quotidien, à réinventer l'amour afin d'éloigner l'épineuse problématique du divorce, dont les retombées font sentir leur poids de souffrance et de misère sur la société », a résumé l'abbé Vincent De Paul Malonga.

Un livre «provocateur et incitatif»

Faisant la critique de l'ouvrage, l'abbé Mesmin Prosper Massengo a reconnu son aspect provocateur et incitatif qui toutefois s'avère être toute une école pour construire un mariage solide au jour le jour.

Durant la phase de questions-réponses, les membres du panel et le public ont échangé avec brio. Le débat a apporté une synthèse équilibrée tant dans une approche sociale, statistique, juridique que dans une approche subjective pour le grand bonheur du public qui n'a pas hésité à s'arracher les différents exemplaires réservés par l'auteur pour la circonstance. De nombreux hommes et femmes de lettres ont salué la réalisation de l'auteur qui s'attaque à un véritable fait d'actualité tout en enrichissant la littérature congolaise.

Pour l'auteur, c'était un grand plaisir de discuter et décrypter son œuvre



L'auteur en pleine séance de dédicace de son tout premier livre/Adiac

avec le public brazzavillois. « A présent, j'invite tout le monde à naviguer sur les cent soixante-dix-huit pages de mon livre, réparties en neuf chapitres pour mieux cerner le divorce, ses dégâts sur la famille et les moyens de l'éviter », a lancé Staffen Yhanil Nkodia.

Le livre est déjà mis en vente sur Amazon.fr, quelques librairies en ligne et sur des chaînes de magasins spécialisés dans la distribution de produits culturels. A Brazzaville, il est disponible à la Fnac, au Casino

centre-ville.

Né à Brazzaville, Staffen Yhanil Cheysnel Nkodia est prêtre de l'Archidiocèse de Brazzaville et membre de la commission diocésaine pour la pastorale de la famille et de la vie. Il est actuellement doctorant à l'Institut pontifical de théologie Jean-Paul II à Rome pour les études sur le mariage et la famille. Il exerce son ministère pastoral dans le diocèse suburbicaire de Sabina Poggio Mirteto (Italie).

Merveille Atipo, stagiaire

MUSIQUE URBAINE

Les lauréats de la troisième édition Mboté hip-hop en formation

L'artiste Olivier Lesnicki, plus connu sous le pseudonyme Le Motif et producteur de musique belgo-congolais évoluant à Paris, séjourne pour la première fois à Brazzaville où il va former les gagnants de la troisième édition du concours des scènes tremplin Mboté hip-hop aux métiers de la musique urbaine, dans la catégorie DJ.

Le jeune de 30 ans est de plus en plus mis en lumière grâce à ses productions pour des artistes comme Booba, Damso, Niska, Dosseh, Lacrim, SCH, Gradur et Shay, sa sœur ainsi que Fally Ipupa et Magic System. Le Motif insufflé son amour du rap actuel et créatif ainsi que sa vision artistique dans chaque projet auquel il participe.

Présent à Brazzaville pour transmettre son savoir aux DJ en développement, il anime un atelier de Djing aux lauréats du concours scène tremplin Mboté hip-hop. « C'est l'Institut français du Congo qui m'a contacté pour venir donner les formations dans le cadre de scène tremplin hip-hop qu'il organise. Principalement, je produis les gens qui font le hip-hop, le rap, parce que c'est la musique qui fonctionne le mieux. Cependant, je travaille parfois avec de non rappers », a déclaré Le Motif, appréciant l'initiative.

Il est aussi un beatmaker et un rappeur. Son amour pour cet art est incontestable. Expliquant ses débuts, il a fait savoir: « L'avantage du beatmaking c'est qu'on produit des instrumentaux sans orchestre, on n'utilise que l'ordinateur:



Le producteur Olivier Lesnicki dit Le Motif Depuis que j'ai eu cet outil, j'ai commencé à jouer les instruments virtuels. C'est à la maison que j'ai appris avant que je sois formé sur le tas en 2015. C'est en collaborant avec des artistes que j'ai appris à produire ».

Petit-fils de l'artiste chanteur congolais Tabu Ley Rochereau, né d'un père informaticien belge d'origine polonaise et d'une mère fiscaliste belge d'origine congolaise, la musique, dit Le Motif, est non seulement innée mais ancrée en eux. « Nous avions grandi sachant que notre grand-père était une star, une légende vivante. On était bercé par cette énergie, par son magnétisme, sa puissance.

Moi, pendant une période de ma vie, j'ai essayé de fuir la musique mais, c'était impossible... », a-t-il signifié.

Conseillant les jeunes producteurs en herbe, l'artiste pense qu'avec un ordinateur et l'amour de la musique, l'on peut devenir producteur. « Aujourd'hui on est dans une situation particulière. Grâce à l'internet, Instagram, Facebook, YouTube, il n'y a plus de barrière, c'est-à-dire tu peux faire la musique au Congo et placer un son au Canada, vice versa. Je leur dirai juste de changer leur mentalité et commencer à avoir des opportunités et un esprit ouvert. Ils ont tous les moyens de faire ce qu'ils veulent. Dans la musique, il n'y a pas de limite, si tu es fort sur ton terrain, tu seras connu dans le monde, c'est sûr et certain », les a-t-il exhortés.

Signalons que ces formations prendront fin par une restitution et la remise des prix, les 27 et 28 septembre. Elles sont organisées par le Lebel Capitol, le programme Vivendi create Joy, Universal music group en partenariat avec l'Institut français du Congo et Canal plus.

Rosalie Bindika

KINSHASA-JAZZ 3

May's Bantsimba présent sur scène

L'artiste trompettiste congolais Gérald Bantsimba, connu sous le pseudonyme de May's, a participé à la troisième édition du festival Kinshasa-Jazz, tenue récemment dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC). De retour au pays, il a restitué pour Les Dépêches de Brazzaville le déroulement de cet événement.

« Je viens de Kinshasa où j'ai participé à un festival de Jazz. Il y avait beaucoup d'invités venus des Etats-Unis, du Mexique, de la France, de la Belgique et moi qui représentais le Congo Brazzaville. Ce rendez-vous musical s'est bien passé. Le public venu nombreux est sorti de là satisfait. En un mot, la gaieté était au rendez-vous », a déclaré l'artiste. Au nombre d'artistes invités, a ajouté May's Bantsimba, il y avait Sulaiman Hakim (Etats-Unis), Renato Diz & Maria Quintanilla (Portugal, Etats-Unis, Perou), Moli (RDC), Remi Abram (France), Alexia Waku (Belgique, RDC), May's Bantsimba (Congo-Brazzaville), Ibrator (RDC), Anita Mwarabu « Ninita » (RDC), Kratos (RDC), Moses Band (RDC).

Le trompettiste congolais a indiqué que ce rendez-vous est un lieu de rencontre pour les artistes et une opportunité de discuter avec les personnes que l'on ne voit qu'à la télévision. « C'est le cas des artistes comme P. Square que j'ai rencontré lors du Festival panafricain de musique », a fait savoir May's Bantsimba.

« Je viens de Kinshasa où j'ai participé à un festival de Jazz. Il y avait beaucoup d'invités venus des Etats-Unis, du Mexique, de la France, de la Belgique et moi qui représentais le Congo Brazzaville. Ce rendez-vous musical s'est bien passé. Le public venu nombreux est sorti de là satisfait. En un mot, la gaieté était au rendez-vous »

S'agissant des festivals du genre, l'artiste participe depuis au festival de musique Bra-Jazz (de Brazzaville), Jazz-Kiff et Kinshasa-Jazz. Dans le cadre de la collaboration artistique, le trompettiste congolais a collaboré avec plusieurs groupes de la place, à l'instar des Bantous de la capitale, Zao, ... En dehors des frontières nationales, il a joué dans plusieurs albums dont celui de Ndombe Opetum, Princess Lover, Singuila, et participé à des projets en Afrique et ailleurs.

Notons que le jazz est une musique venant d'Afrique, déportée aux Etats-Unis et revenue en Afrique.

Bruno Okokana